

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 38 | 8 -14 Mars, 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 170 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

8 mars : La fille de [Yusuf Bekmezci](#), 82 ans, homme d'affaires et philanthrope placé en détention provisoire pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, a déclaré que son père malade avait été condamné à mourir en prison. Bekmezci souffre de la maladie d'Alzheimer et ne peut prendre soin de lui-même. Il souffre également d'hypertension artérielle, d'apnée du sommeil, d'un cancer de la prostate et d'une surdité partielle.

11 mars : Des rapports indiquent que [Yasemin Melizci](#), la mère d'un bébé de 9 mois qui a été arrêtée pour terrorisme en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen, a été condamnée à neuf ans de prison et qu'elle est toujours détenue derrière les barreaux, malgré l'obligation légale de retarder l'exécution des peines de prison pour les femmes qui ont accouché au cours des 18 derniers mois.

14 mars : [Hayrettin Yilmaz](#), un cancéreux de 65 ans, a perdu la vie en prison à Afyon après que les autorités aient retardé son droit légal à la libération conditionnelle malgré la gravité de son état de santé.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

8 mars : Un tribunal de Diyarbakır a [jugé](#) le Ministère de l'Intérieur coupable du meurtre d'une fillette de 12 ans par des munitions militaires non explosées en 2009 et a ordonné qu'une amende de 37 000 dollars soit versée à la famille par le ministère.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016. La fille de Küçüközyiğit a [diffusé](#) une vidéo sur Twitter, appelant le président Recep Tayyip Erdoğan à l'aider à le retrouver.

LIBERTÉ DE RÉUNION

11 mars : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) 18 femmes, dont une mineure, qui ont participé à une marche pour marquer la Journée internationale des droits de la femme le 8 mars, en les accusant d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan. Les femmes ont été libérées sous probation le même jour.

13 mars : La police a [arrêté](#) au moins 722 personnes en février pour avoir participé à des protestations, à des manifestations, à des communiqués de presse et à la distribution de tracts, selon un rapport mensuel sur les violations des droits rédigé par le député de l'opposition Sezgin Tanrikulu.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

8 mars : Un tribunal d'Ankara a [prononcé](#) des peines de prison avec sursis à l'encontre des journalistes Müyesser Yıldız et İsmail Dükel, accusés d'avoir révélé des secrets d'État, pour un reportage sur l'engagement militaire du gouvernement en Libye. Yıldız a été condamné à trois ans, sept mois et 10 jours et Dükel a reçu une peine d'un an et 15 jours. Le tribunal a suspendu l'exécution des deux peines.

8 mars : Un groupe d'environ deux douzaines de personnes a [agressé](#) le journaliste Levent Gültekin qui se rendait au siège de Halk TV pour animer une émission de commentaires politiques. L'attaque a eu lieu après que Gültekin ait critiqué Alparslan Türkeş, le fondateur du parti d'extrême droite turc MHP.

8 mars : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux tweets postés par le principal parti d'opposition, le CHP, au sujet des réserves de la banque centrale et de l'ancien ministre des Finances Berat Albayrak, qui a disparu après avoir démissionné en novembre.

8 mars : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux tweets publiés par les députés de l'opposition Özgür Özel, Lütfü Türkkan, Engin Özkoç et Aykut Erdoğan sur les réserves de la banque centrale.

9 mars : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) six journalistes et militants de la société civile à un an, six mois et 22 jours de prison chacun pour diffusion de propagande terroriste, en raison de leurs commentaires sur les réseaux sociaux concernant l'invasion militaire de la province syrienne d'Afrin par la Turquie.

10 mars : La police d'Istanbul a [arrêté](#) Mehmet Masyan, membre local du HDP, en raison de ses messages sur les réseaux sociaux.

11 mars : La police de Siirt a brièvement [détenu](#) la journaliste Zekeriya Güzipek. Le journaliste a été libéré le jour même après son interrogatoire.

11 mars : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux rapports sur les allégations d'extorsion impliquant un membre de la haute magistrature, un ancien agent des services de renseignement et un présumé baron de la drogue.

11 mars : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations concernant la nomination de la femme d'un procureur pour remplacer un médecin de prison sur lequel le procureur enquêtait.

12 mars : Un tribunal d'Edirne a [condamné](#) le maire de l'opposition, Recep Gürkan, à deux mois et 15 jours de prison pour avoir fait l'éloge du crime et des criminels, en raison de ses remarques pendant le coup d'État manqué de juillet 2016. Le tribunal a décidé de suspendre l'exécution de la peine de prison.

12 mars : Un tribunal de Bursa a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur une entreprise qui aurait pratiqué des prix excessifs sur des produits carnés. Le tribunal a également ordonné le retrait du contenu.

12 mars : Un tribunal de Rize a [décidé](#) de bloquer l'accès à des reportages sur un universitaire qui a été promu à la tête d'un département universitaire, bien qu'il ait fait l'objet de plaintes pour harcèlement et insultes déposées par des étudiantes.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

10 mars : Nils Muižnieks, directeur du bureau régional Europe d'Amnesty International, a [appelé](#) les États membres du Conseil de l'Europe à engager une procédure d'infraction contre la Turquie pour non-application des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

MINORITÉ KURDE

10 mars : Un tribunal de Muş a [condamné](#) le politicien local du HDP Ülkü Karaaslan à deux ans et trois mois de prison pour diffusion de propagande terroriste.

10 mars : Un tribunal d'Erzurum a [condamné](#) le politicien local du HDP Dinçer Polat à trois ans et 45 jours de prison pour des accusations liées au terrorisme.

10 mars : La police d'Istanbul a [arrêté](#) Mehmet Masyan, membre local du HDP, en raison de ses messages sur les réseaux sociaux.

11 mars : La police de Şanlıurfa a [arrêté](#) quatre personnes, dont Hatice Göktepe, cadre du district du HDP, pour diffusion de propagande terroriste. Les détenus ont été libérés le lendemain après avoir comparu devant un tribunal.

11 mars : La police de Malatya a [arrêté](#) le politicien kurde de gauche local Halil Göktaş.

11 mars : Une application mobile [développée](#) par la police nationale pour aider les femmes contre la violence domestique a été critiquée par les groupes de défense des droits et les politiciens kurdes pour ne pas avoir inclus le kurde parmi ses six langues prises en charge.

11 mars : [Sevim Dağdelen](#), une politicienne kurde-allemande du Parti de la gauche allemande, a déclaré avoir reçu des menaces de mort de la part de groupes ultranationalistes turcs.

MAUVAIS TRAITEMENT DES CITOYENS À L'ÉTRANGER

11 mars : [Sevim Dağdelen](#), une politicienne kurde-allemande du Parti de la gauche allemande, a déclaré avoir reçu des menaces de mort de la part de groupes ultranationalistes turcs.

11 mars : [Bahar Kimyongür](#), un journaliste belge d'origine turque, connu pour ses critiques franches du gouvernement turc, a quitté Twitter après avoir reçu des menaces de mort répétées.

AUTRES MINORITÉS

9 mars : Une femme trans, qui est également une réfugiée syrienne, a été [attaquée](#) à l'acide chlorhydrique par une personne nommée Emre B. à İstanbul. La victime a été hospitalisée et a subi des blessures importantes en raison de l'incident.

CONDITIONS DANS LES PRISONS

11 mars : Kemal Gömi, un détenu malade atteint de schizophrénie chronique, aurait été agressé par des inconnus dans une prison d'Istanbul. Son avocate a déclaré que les autorités n'appliquaient pas une ordonnance de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) demandant son traitement dans un hôpital. Elle a également déclaré qu'elle n'était pas autorisée à rencontrer son client.

11 mars : Le professeur d'université Mustafa Hakkı Ertan a [qualifié](#) la communauté LGBTI de "débauchée" et de "deshonorante".

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

8 mars : Des rapports indiquent que [Nurefşan Teke](#), neuf ans, s'est noyée alors qu'elle tentait de traverser la rivière Evros à la frontière grecque avec sa mère, afin de retrouver son père, qui a dû fuir la Turquie en raison de persécutions politiques il y a cinq ans.

9 mars : Une femme trans, qui est également une réfugiée syrienne, a été [attaquée](#) à l'acide chlorhydrique par une personne nommée Emre B. à İstanbul. La victime a été hospitalisée et a subi des blessures importantes en raison de l'incident.

12 mars : Les autorités turques de l'immigration à Mardin ont [entamé](#) des procédures d'expulsion pour le réfugié syrien Ali El Sulo après qu'il ait prétendument refusé de coopérer avec l'agence de renseignement MİT en tant qu'informateur. Selon les rapports, ses avocats ont demandé une mesure provisoire à la Cour constitutionnelle.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

8 mars : Des policiers présents à un contrôle routier à Adıyaman auraient [agressé](#) Mehmet Mithat Arıkçı et Mehpare Sahan.

11 mars : Deux des 18 femmes [détenues](#) pour leur participation à une marche de la Journée de la femme à Istanbul ont été soumises à une fouille corporelle pendant leur garde à vue.

DROITS DES FEMMES

10 mars : La leader de l'opposition [Meral Akşener](#) dénonce la rhétorique sexiste et misogyne dont elle fait l'objet de la part des milieux nationalistes proches du gouvernement.

11 mars : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 18 femmes, dont une mineure, qui avaient pris part à une marche pour marquer la Journée internationale de la femme le 8 mars, accusées d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.